

« Non, les îles ne sont pas les premières victimes du réchauffement climatique ! »



Jean-Christophe Gay

Typhons, ouragans, disparitions annoncées... Les îles sont au cœur du débat sur l'environnement.

Jean-Christophe Gay, professeur à l'université de Nice Sophia-Antipolis et auteur de L'Homme et les Limites (Éd. Economica, 2016), nuance quelque peu cette vision alarmiste...

PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTÈLE DEDEBANT

Pourquoi les îles exercent-elles une telle fascination sur les continentaux ?

L'exiguïté et la clôture exercent une profonde fascination sur les terriens, au point que Lawrence Durrell l'assimilait à un dérangement de l'esprit. Il a créé le mot « islomania » pour le désigner. Ce sentiment traduit la force de l'imagination, qui s'empare d'un type de lieu pour en faire un territoire de l'inconscient. On est ici au cœur de ce que Gaston Bachelard appelait la « poétique de l'espace ». En combinant l'attraction pour le nid, la miniature et l'isolement, est née la figure de l'« île idéale », dont on fait rapidement le tour et qui possède un sommet,

duquel on peut voir la mer qui l'encercle. C'est un désir ancien, puisque la pensée grecque antique faisait de l'île un modèle réduit pour appréhender la cité, entourée par la sauvagerie et le danger.

Existe-t-il un syndrome d'insularité en matière socio-économique ?

Non, je ne crois pas, car la mer n'est pas un obstacle aux échanges, bien au contraire. Il ne s'agit pas de contester certains aspects de l'insularité, comme le surcoût de la relation maritime avec le continent pour des îles côtières. Mais la tendance est forte à naturaliser les problèmes de développement des petites économies insulaires pour masquer d'autres mécanismes. La tendance pour les îles à exagérer la coupure maritime est couramment un contre-feu pour détourner l'attention de certains aspects qu'on souhaite éluder. Par exemple, il est facile de mettre sur le dos de l'insularité la question de la cherté de la vie, alors que, lorsque l'on regarde les mécanismes de formation des prix, on se rend compte qu'il s'agit souvent des conséquences de marchés oligopolistiques, où l'offre est concentrée entre les mains d'un petit nombre d'acteurs : quelques grosses familles ou quelques groupes.

Parlez-nous de la métaphore du « canari dans la mine », souvent évoquée au sujet des îles.

Le canari avertissait jadis le mineur de la présence de gaz toxiques. Quand l'oiseau montrait des signes de faiblesse, les hommes s'empressaient d'évacuer les lieux. On utilise aujourd'hui cette métaphore à propos des habitants des petits États insulaires tropicaux, censés alerter l'humanité des dangers du réchauffement climatique, parce que la montée du niveau des mers pourrait faire disparaître leur île, voire

leur pays. Mais la métaphore du canari dans la mine est fallacieuse car l'érosion actuelle de certaines îles est surtout imputable à d'autres facteurs. On oublie en effet de mentionner l'impact désastreux de la modification des littoraux des petits États insulaires coralliens par remblayage et extraction de sable, ainsi que la destruction des mangroves, des dunes et des récifs. Ajoutons à cela le manque de politique environnementale ou la difficulté à la faire appliquer. Aux Kiribati, dans le Pacifique, le département de l'Environnement ne dispose que de deux fonctionnaires permanents sur un territoire comprenant trente-deux atolls.

Quel est le but de la « stratégie de victimisation » employée par certains États insulaires ?

Pour des micro-États dont la viabilité reste problématique, le réchauffement climatique est devenu une rente comme une autre, au même titre que le blanchiment de capitaux, les pavillons de complaisance, la vente des voix sur la scène internationale ou la relégation rémunérée de populations indésirables, à l'exemple de l'île de Nauru, qui accueille, moyennant finance, les migrants que l'Australie refuse de prendre en charge. D'un côté ils sont donc des chevilles ouvrières de l'ultralibéralisme, alors que, d'un autre côté, ils se posent en victimes des pays développés et de leur croissance inconsidérée. Qui dit victime, dit compensation, et le dessein est de bénéficier des fonds mis en place pour soutenir les adaptations au changement climatique et promis à être considérablement majorés.

Parlez-nous du cas des Maldives...

Si le Bangladesh est l'État qui devrait être le plus affecté par la montée du niveau des mers, on peut remarquer qu'il est peu mis en relief par les médias. Le devant de la scène est occupé par des micro-États coralliens, tels que les Maldives. L'image de paradis qui lui est associée est efficacement instrumentalisée, car il est difficile de rester insensible à sa disparition supposée. Mohamed Nasheed, qui a dirigé les Maldives de 2008 à 2012, a été la coqueluche des médias. En 2009, par exemple, il a attiré les regards du monde entier en organisant un conseil des ministres sous-marin. Équipés de combinaisons et de bouteilles, ils ont adopté

une résolution appelant à une action mondiale pour la réduction des émissions de CO₂. Un vrai coup de maître.

Pourquoi les pays développés encouragent-ils cette approche alarmiste ?

Plusieurs ONG voient en ces îles l'opportunité de sensibiliser la planète à la question préoccupante du réchauffement climatique. Les médias, très attentifs à leurs thèses alarmistes, sont devenus d'efficaces alliés. L'activisme écologiste et le sensationnalisme journalistique tendent à biaiser l'information. Voyez l'article de *Paris Match* daté du 1^{er} janvier 2018 intitulé « Richard Branson, réfugié climatique ». Le milliardaire anglais pose devant sa propriété de Necker Island, son île privée des îles Vierges britanniques, ravagée par l'ouragan Irma. Dans la presse internationale, c'est presque toujours le changement climatique qui est mis en avant pour expliquer les processus d'érosion à l'œuvre sur certaines îles. Encore une fois, ils oublient de mentionner les aménagements locaux, qui ont un impact majeur.

Quel risque y a-t-il à relayer un tel discours ?

Bons sentiments et science ne font pas bon ménage. En répétant *ad nauseam* que les pays riches sont seuls responsables de l'érosion des petites îles, on tend à transformer les populations insulaires en simples spectatrices. C'est aussi un bon moyen pour les autorités en place de se maintenir au pouvoir grâce à la corruption et au clientélisme, car ces micro-États font souvent partie des pays les plus corrompus.

Pour finir, que répondez-vous à ceux qui vous accusent de climato-scepticisme ?

Je ne mets en aucun cas en cause la réalité du réchauffement climatique et sa menace potentielle. Je me borne à dire qu'il est loin d'être l'unique raison de la fragilité des îles.

En détournant le débat des autres questions politiques, économiques et sociales, et en évitant par là de traiter le problème dans son ensemble, en laissant de côté les causes locales, on ne réduit pas la vulnérabilité des îles et on ne sert au fond ni leur cause, ni celle de la lutte contre le réchauffement.